

FICHE NORMALISEE DE CONTRIBUTION/REFLEXION AU SRDEII

A retourner à l'adresse suivante : srdeii@regionpaca.fr

Intitulé de l'atelier auquel se rapporte la contribution :

Atelier n° 5A – Agriculture et Agroalimentaire

Enjeu auquel se rapporte la contribution :

**Enjeu 2 : Renforcer la structuration des filières et dynamiser la contractualisation entre
amont et aval**

Objet de la contribution :

Mise en place d'une expérimentation d'abattage à la ferme

Etat des lieux/Enjeux :

Depuis plusieurs dizaines d'années, de nombreux éleveurs prônent l'abattage du petit bétail (porcs, moutons, chevreux...) à la ferme, dans le respect des animaux et la transparence vis-à-vis des clients dans le cadre de la vente directe (vente à la ferme, sur marché, en Points de Ventes Collectifs, AMAPs etc.). Récemment les scandales répétitifs dans les abattoirs ont provoqué une réflexion de fond sur la thématique de la fin de vie des animaux. Face à une prise de conscience de plus en plus forte par rapport au bien-être animal et les conditions d'abattage, une demande émerge pour des produits animaux issus de pratiques plus respectueuses de l'animal. L'abattage à la ferme permettrait également de répondre au manque d'infrastructures d'abattage dans certains géographiques, engendrant des coûts de transport très importants en particulier pour les petits éleveurs et générant des temps de transport élevés source de stress pour les animaux et impactant la qualité finale des produits commercialisés.

Cette pratique est pour le moment interdite en France et punie de 6 ans de prison et une forte amende. La réglementation européenne (Paquet Hygiène) permet pourtant une flexibilité pour les petites structures, les méthodes traditionnelles de production ou les régions isolées, mais cette possibilité n'a pas été mise en œuvre par la France, contrairement à ce qui a été fait en Autriche ou en Italie par exemple, où des abattoirs à la ferme existent et permettent aux éleveurs de valoriser localement leur production. En France de plus en plus d'éleveurs, choqués par les mises à mort indignes dans les abattoirs et soucieux d'accompagner leurs animaux jusqu'au bout et d'obtenir un produit de qualité optimale à offrir à leurs clients, bravent la loi et pratiquent un abattage à la ferme.

Objectif global :

Mettre en place, dans le cadre d'un régime dérogatoire à la réglementation en vigueur, une expérimentation visant à démontrer la faisabilité et à définir un cadre réglementaire pour l'abattage à la ferme des petits ruminants et porcins.

Objectifs spécifiques :

- Expérimenter l'abattage des animaux à la ferme sur plusieurs espèces et en évaluer les conditions de réalisation, risques et intérêts.
- Elaborer un guide des bonnes pratiques de l'abattage fermier.

- Poser les bases d'un nouveau cadre réglementaire.

Modalités :

- Solliciter l'administration et obtenir un régime dérogatoire temporaire (5 ans ?) pour un petit groupe d'éleveurs volontaires (5 à 10 ?).
- Constitution d'un Comité de Pilotage réunissant organisations de développement agricole, recherche, administration, associations de consommateurs.
- Définir les prérequis indispensables :
 - Eleveurs engagés en agriculture biologique s'engageant dans une procédure de traçabilité irréprochable et s'interdisant toute activité d'achat-revente.
 - Obligation de formation des éleveurs (et le cas échéant de leur personnel) sur les techniques de manipulation et d'abattage des animaux dans le respect de la dignité de l'animal.
 - Inspection sanitaire systématique des carcasses.
 - Principe de responsabilité de l'éleveur en cas de manquement aux normes de qualité sanitaire et alimentaire en vigueur.
 - Liste fermée des espèces concernées : ovins, caprins, porcins.
 - Obligation de remise directe par le producteur au consommateur final (vente à la fermes, marchés, AMAP, points de vente collectifs...).
 - Obligation d'une information transparente du consommateur sur les conditions d'abattage des animaux (info sur signature charte sur bon de remise de la marchandise ?).
- Définir en lien avec les autorités sanitaires et la recherche un protocole expérimental
- Suivi des pratiques et de la qualité des produits des éleveurs volontaires sur plusieurs années.
- Synthèse des enseignements retirés des suivis et propositions pour :
 - Modifications du guide des bonnes pratiques de l'abattage fermier.
 - Evolutions du cadre réglementaire.

Résultats attendus :

- Démonstration de la faisabilité technique et sanitaire de l'abattage à la ferme.
- Amélioration du niveau de satisfaction des éleveurs par rapport aux conditions d'abattage de leurs animaux.
- Amélioration de la qualité des produits proposés par les éleveurs pratiquant la vente directe.
- Pérennisation des petits élevages et du pastoralisme et facilitation des installations agricoles sur des projets intégrant de petits ateliers d'élevage.

Eléments de calendrier :

Année 1 : discussions avec autorités sanitaire, mise en place du comité de pilotage et définition du cadre expérimental (définitions des conditions préalables, élaboration d'un premier guide des bonnes pratiques, liste des éleveurs impliqués,...)

Années 2, 3 et 4 : suivis des éleveurs impliqués et de la qualité (sanitaire et organoleptique) de leurs produits.

Année 5 : synthèse des résultats des suivis réalisés et préconisations. Valorisation des résultats et communication sur les conclusions du projet.

Hypothèses critiques :

- Obtention de l'accord dérogatoire à la réglementation dans le cadre de l'expérimentation. Le ministère de l'Agriculture indique que la question de l'abattage à la ferme n'est pour l'instant pas prévue dans l'arrêté qui transcrit le règlement européen concernant le « paquet hygiène ». Mais il n'exclut pas la possibilité d'y réfléchir si des filières en font la demande.
- Une attention toute particulière devra être accordée au contrôle sanitaire systématique des carcasses par un vétérinaire ou une personne formée.

Principaux partenaires :

- Collectif de 5 à 10 éleveurs (ovins, caprins, porcins)
- INRA – Jocelyne PORCHER
- Vétérinaire
- DRAAF et/ou DDT(M)
- Bio de Provence Alpes Côte d'Azur
- Les AMAP de Provence
- ARDEAR
- Chambre d'Agriculture
- LEAP Saint Maximin
-

Indicateurs de suivi/évaluation proposés :

- Obtention de l'accord dérogatoire des autorités sanitaires.
- Mise en place effective du comité de pilotage.
- Elaboration et diffusion du guide de bonnes pratiques de l'abattage fermier.
- Témoignages des éleveurs impliqués ayant expérimenté l'abattage sur leurs fermes.
- Liste des propositions concernant l'évolution du cadre réglementaire à l'issue du projet.
-

Observations :

Ce type de pratique est autorisé en Autriche et en Italie.

Ce projet innovant pourrait valoriser les méthodes d'élevage typiques de notre région en pérennisant le modèle économique des petits élevages, et en générant de nouvelles installations.

Annexes éventuelles : Joindre tout document utile/complémentaire